

Cinquième Conférence des Nations Unies sur les PMA

23-27 Janvier 2022, Doha, Qatar



Photo: © Dominic Chavez/WFP/UNDP

Note d'information



UN-OHRLS

supporting

Least Developed Countries
Landlocked Developing Countries
Small Island Developing States

United Nations Office of the High Representative for Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States

Alors que la décennie du Programme d'Action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés approche, l'Assemblée Générale a convenu de tenir la Cinquième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (LDC5) à Doha, Qatar, le 22 janvier 2022, au niveau des chefs d'États et des Gouvernements (résolution AG 74/232B)

Mandat de la Conférence LDC5

À la Conférence, les dirigeants de tous les Etats Membres de l'ONU se rencontreront afin de :

- Procéder à un examen général de la mise en œuvre du Programme d'Action d'Istanbul par les PMA et les partenaires au développement ;
- Mobiliser des mesures additionnelles de soutien international en faveur des PMA ;
- Convenir d'un partenariat renouvelé entre les PMA et leurs partenaires au développement, y compris le secteur privé, la société civile et les gouvernements à tous les niveaux.

Le Bureau de la Haute Représentante pour les Pays les Moins Avancés, les Pays en Développement sans Littoral et les Petits Etats Insulaires en Développement (OHRLLS) a été désigné comme point focal en vue des préparations de la Conférence LDC5. La Haute-Représentante Fekita Katoa 'Utoikamanu assumera le rôle de Secrétaire Générale de la Conférence. L'OHRLLS travaille également en étroite collaboration avec le Pays Hôte, le Qatar, qui est engagé fortement afin d'assurer le succès de la Conférence LDC5.

Processus Préparatoire LDC5

Le processus préparatoire pour LDC5 reposera sur des examens de fonds à l'échelle nationale, régionale et mondiale, impliquant tous les acteurs majeurs du Programme d'Action d'Istanbul. Les résultats de ces examens nourriront le travail du Comité Préparatoire Intergouvernemental (PrepCom), dont le mandat consiste à s'accorder sur les éléments du nouveau Programme d'Action pour les PMA qui sera, par la suite, finalisé et adopté à la Conférence de Doha.

La session d'organisation de LDC5 a élu le Bangladesh et le Canada comme les deux co-présidents au Bureau du PrepCom LDC5 ; les autres membres étant le Qatar, la Turquie, le Malawi, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Népal, la République tchèque, le Paraguay et Haïti.

Ils se réuniront selon le calendrier révisé suivant :

- Session d'organisation, 8 Février 2021
- 1ère session : 24-28 Mai 2021
- 2ème session : 26-30 Juillet 2021

La Préparation de la Conférence LDC5 dans le contexte du Covid-19

Le cinquième programme pour les PMA sera adopté dans un contexte exceptionnellement important. L'ambition derrière le Programme de Développement Durable 2030 est sérieusement menacé par l'impact de la pandémie du Covid-19. De la souffrance humaine incommensurable en passant par une crise sociale et économique sans précédent, la pandémie fait dérailler les résultats durement acquis au fil des années et remet en cause les progrès enregistrés en matière de pauvreté, de faim et de chômage. Les inégalités se creusent et s'élargissent, affectant de façon disproportionnée les groupes et les pays les plus vulnérables.



Le virus se propage rapidement à travers le monde. Le nombre de cas confirmés et de décès dans les PMA d'Afrique Sub-Saharienne, des Caraïbes et de l'Asie-Pacifique croissent de manière exponentielle. Ce sombre tableau l'est encore plus, au vu de l'insuffisance des capacités de dépistage de ces pays qui entraînerait une sous-estimation du niveau réel d'infections dans les PMA.

La réalité des 46 PMA est que, lorsque le virus les a frappés, ces-derniers étaient déjà très en retard sur l'ensemble des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Une nouvelle urgence d'action

A peu près 40% des pauvres dans le monde vivent dans les PMA. En moyenne, deux tiers de leur population urbaine vit dans des bidonvilles. Beaucoup sont confrontés à des conflits ou sortent d'une situation de conflit. Ils représentent 13% de la population mondiale, pour seulement 1,3% du PIB mondial et moins de 1% du commerce mondial et des investissements directs étrangers (IDE). A peine un cinquième de la population des PMA a accès à Internet, même si ce chiffre est en augmentation.

En proie à de multiples vulnérabilités structurelles et pérennes, y compris des services de santé fragiles et des ressources limitées pour prévenir et atténuer la propagation de n'importe quel virus, les PMA ont instauré des confinements et des mesures de distanciations sociales, tous difficiles à appliquer. Les groupes les plus vulnérables du secteur informel font donc face à un choix difficile entre santé et subsistance. Leurs systèmes d'éducation fragiles ont du mal à trouver des moyens pour reprendre l'école dans un contexte de pandémie mondiale, et ce parce que l'apprentissage à distance n'est tout simplement pas une option réalisable. De plus, les économies des PMA n'étaient pas du tout préparées pour résister à l'effondrement de la demande globale sur leurs produits et services, sur lesquels leurs exportations reposent.

La pandémie porte un coup dévastateur pour les moyens de subsistance dans toutes les régions des PMA. Elle menace maintenant d'entamer les progrès accomplis par un nombre grandissant de PMA qui s'apprêtent à sortir de la catégorie.

C'est dans ce contexte que le processus de préparation de la Conférence LDC5, qui a débuté avec force en 2019, s'est retrouvé – comme la plupart des autres processus inter-gouvernementaux – soudainement à l'arrêt au début du mois de mars 2020.

Chemin vers la Conférence LDC5 et le nouveau programme d'action

L'OHRLLS, en collaboration étroite avec le groupe des PMA, n'a eu d'autre choix que de reporter les réunions portant sur les examens régionaux en Afrique et en Asie-Pacifique. Ceci a débouché sur la nécessité d'également reporter les sessions du PrepCom et de la Conférence LDC5 elle-même (selon la résolution GA 74/232B mentionnée précédemment). Depuis septembre 2020, le processus préparatoire pour LDC5 bat à nouveau son plein, ayant basculé vers des réunions et des consultations virtuelles. L'OHRLLS a également lancé un site web dédié couvrant tout ce qui concerne LDC5.

Alors que la communauté internationale se réunit pour célébrer le 75ème anniversaire de l'ONU, en insistant sur l'importance de la solidarité en temps de crises, le groupe des PMA a appelé à un plan de relance pour soutenir les pays à se redresser et à mieux se reconstruire. Cet appel a été réitéré par les ministres des PMA dans la déclaration ministérielle des PMA de 2020.

Le nouveau programme d'action pour les PMA doit s'appuyer sur une base solide d'appropriation et de leadership national, encouragée d'un partenariat mondial, afin de renforcer leur résilience et leur développement durable.

Le rapport 2021 du Secrétaire Général sur la mise en œuvre du Programme d'Action d'Istanbul, (texte avancé non édité) préparé par l'OHRLLS, souligne l'occasion -



unique qu'a LDC5 d'élaborer un document final ambitieux pour se remettre de la pandémie et tracer la voie du développement durable pour la prochaine décennie.

Il demande que le vaccin contre le Covid-19 soit distribué équitablement et en temps voulu, et que la communauté internationale apporte un soutien financier accru sur l'endettement des PMA, en inversant le déclin de l'Aide Publique au Développement (APD) et en donnant la priorité aux PMA.

Ajouté à cela, le lourd bilan des catastrophes naturelles provoquées par le réchauffement climatique a franchi le seuil d'urgence. La Covid-19 et son impact sonnent l'appel à la nécessité de promouvoir l'accès au numérique et à la connectivité à large bande dans les PMA comme un des moyens efficaces pour construire une société résiliente face à des défis nouveaux et émergents.

Les rapports nationaux sur la mise en œuvre du Programme d'Action d'Istanbul ont été réalisés au cours des périodes 2019/début 2020 par les PMA. Le réseau des points focaux nationaux des PMA a joué un rôle clé dans la préparation de ces examens. 28 PMA ont à ce jour soumis à l'OHRLLS leurs rapports d'évaluation national. Le Bureau a finalisé l'examen analytique et l'évaluation dans le rapport préliminaire sur les enseignements tirés, en s'appuyant sur les rapports nationaux détaillés.

Les deux réunions d'examen régionales ont été reprogrammées. L'examen régional de l'Afrique (qui couvre également Haïti) a eu lieu au format virtuel du 22 au 26 février 2021, et a été organisé par le gouvernement de la République du Malawi, président du groupe des PMA, et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. La réunion a adopté une déclaration politique des ministres des PMA africains, qui décrit les composantes d'un partenariat renouvelé pour le développement durable entre les PMA africains et leurs partenaires de développement.

L'examen de la région Asie-Pacifique est coorganisé par l'OHRLLS avec le gouvernement du Bangladesh ainsi que la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et se déroulera du 28 juin au 2 juillet. Les deux examens impliquent tous les PMA, leurs partenaires de développement et diverses entités du système des Nations Unies.

A l'échelle mondiale, en plus du processus intergouvernemental décrit ci-dessus, l'OHRLLS organisera des réunions consultatives pour les Ambassadeurs et les Amis des PMA à New York pour parvenir à un consensus sur les nouvelles priorités.

Inclusif et à grande échelle

Les préparatifs de la conférence ont été conçus par l'OHRLLS pour enchaîner les contributions analytiques et les recommandations politiques en vue de construire ce partenariat mondial renforcé.

L'OHRLLS continue de coordonner le groupe inter-agences sur le Programme d'action d'Istanbul et les contributions dudit groupe. Les agences de l'ONU, ainsi que la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC et les autres organisations internationales et régionales pertinentes, ont été invités à coopérer pour l'organisation d'événements de pré-conférence et à entreprendre des évaluations thématiques et proposer des stratégies sectorielles pour faire progresser le développement durable des PMA.

Le premier de ces événements a été la 8ème Conférence Ministérielle des PMA, coorganisée par l'ONUDI et l'OHRLLS, le 2 novembre 2019 à Abu Dhabi. La Conférence a alors adopté la [déclaration ministérielle sur l'accélération de l'industrialisation dans les PMA](#).

En outre, plusieurs organisations du système des Nations Unies ainsi que d'autres parties prenantes sont en train de préparer des rapports de fond et des contributions à la Conférence LDC5.

Il s'agit par exemple d'un événement de haut niveau du 21 au 23 octobre 2020 intitulé " Vers le LDC5 de l'ONU : Se remettre du Covid-19 - S'attaquer aux vulnérabilités et tirer parti des ressources limitées", organisé conjointement par le Centre de Développement de l'OCDE, Ferdi et l'OHRLLS ; ainsi qu'un événement spécial le 19 novembre 2021 intitulé " Ne laisser personne de côté et mieux reconstruire du Covid-19 : L'avenir du travail dans les PMA", organisé conjointement par l'OHRLLS et l'OIT.



Le président de l'Assemblée générale et le président de l'ECOSOC prévoient un événement spécial le 18 juin 2021 sur la mise en œuvre accélérée de l'Agenda 2030 pour ne laisser personne de côté dans le contexte du Covid-19. L'événement portera également sur la manière de renforcer les partenariats mondiaux pour le développement durable et s'appuiera sur des processus récents tels que l'Initiative "Financement du Développement à l'ère du Covid-19 et au-delà" (FFDI), organisée conjointement par le Canada, la Jamaïque et les Nations Unies.

De plus, l'OHRLLS prend des mesures pour assurer la participation et l'implication des Coordinateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies des 46 PMA.

Une Conférence Académique, coorganisée par UNU-WIDER, SDSN, l'OHRLLS et le gouvernement finlandais, aura lieu à Helsinki, en Finlande du 30 août au 1er septembre 2021, avec pour objectif d'apporter des fondements analytiques aux discussions, permettant ainsi d'éclairer les débats et les négociations intergouvernementales sur le nouveau programme d'action pour les PMA.

Les préparatifs à l'échelle nationale, régionale et mondiale, les événements de pré-conférence, ainsi que les contributions du secteur privé, du monde académique, de la société civile et des parlements apporteront des contributions au nouveau programme d'action qui sera négocié et adopté à Doha en janvier 2022.

L'OHRLLS et le groupe des PMA sont très reconnaissants envers le Qatar, la Finlande et la Turquie pour leurs généreuses contributions aux préparatifs de la Conférence LDC5, et invitent tout le monde à contribuer à son succès.

Le site internet de la Conférence PMA-5



www.un.org/ldc5

Pour plus d'informations sur les préparatifs de PMA-5

Veillez contacter the LDC Team @UNOHRLLS :

Margherita Musollino-Berg | Administratrice Chargée des Affaires Economiques, Unité PMA

Bureau de la Haute représentant pour les Pays les Moins Avancés, les Pays en Développement sans Littoral et les Petits Etats Insulaires en Développement (OHRLLS)

musollino@un.org | www.un.org/ohrls | www.un.org/ldc5

